

DEBAT SUR L'AVENIR DE L'ECOLE
Au collège Alfred MEZIERES

Lecture de la position locale de la FCPE pour ce débat

Le gouvernement nous invite à débattre de l'école : 15000 réunions publiques, 22 sujets proposés Vaste projet qui ne peut susciter qu'enthousiasme et intérêt chez les parents d'élèves.

Cette possibilité d'échange et de rencontre nous l'avons souhaitée et réclamée lors des grèves de printemps.

Mais si nous pensons que notre participation est indispensable nous restons toutefois prudents et vigilants quant à la place donnée à la communauté éducative dans l'organisation de ce débat.

D'emblée, un certain nombre de critiques et de difficultés s'imposent :

- **Le choix des questions est réduit par la durée des débats, les dates identiques d'un établissement à un autre obligent les parents à prioriser un cycle, les problèmes d'animation et de secrétariat confiés à d'éventuels parents, peu préparés à ce type d'exercice, autant de réalités qui viennent limiter notre participation au débat.**
- **Si nous regrettons la précipitation quant à l'organisation de ces journées, nous exprimons également une réserve quant à la qualité d'exploitation des résultats.**
- **Ces obstacles et difficultés étant entendus, nous annonçons la participation et l'engagement de la FCPE sans restriction, ni naïveté au débat proposé.**
- **Nous souhaitons faire entendre notre voix étant convaincus, qu'en notre absence nul ne promouvra nos idées et nos revendications.**

L'honnêteté de l'entreprise ne dépendra pas des participants mais de ce que les responsables gouvernementaux feront de cette participation. Mais cela ne pourra être jugé que dans quelques mois...

Les questions retenues 8 et 16 ont été proposées au conseil d'administration et ne nous ont pas été imposées. Nous n'avons choisi que deux questions car nous avons peu de temps pour y répondre et nous avons fonctionné par priorité.

Question n° 8 : Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

Question n°16 : Quelles relations établir entre les différents membres de la communauté éducative en particulier entre parents et professeurs et professeurs et élèves ?

Place des différents partenaires dans l'éducation

- Tous les intervenants doivent être partenaires afin de prendre en compte la globalité de l'enfant. Les problèmes d'un enfant ne s'arrêtent pas aux portes du collège et réciproquement. Les crises de la société se jouent à l'école, c'est leur lieu de rencontre.
- De point de vue de l'enseignant, on remarque une absence d'éducation familiale, problème de comportement et des manques de repères. Le comportement du jeune est différent à la maison qu'en collectivité, aujourd'hui, il y a des défaillances à tous les niveaux
- Les parents ont un rôle d'éducation (ils montrent le chemin)
- Les professeurs ont un rôle d'instruction (tous les enfants de France recevront une « éducation » nationale)
- Les élèves doivent bien comprendre qu'ils ont des droits et des devoirs et qu'ils n'ont pas à prendre une place d'égalité avec les adultes.
- Malgré la bonne volonté de tous, « le poids » de « l'institution » est énorme et la scolarité des enfants en dépend étroitement.

DEBAT SUR L'AVENIR DE L'ECOLE
Au collège Alfred MEZIERES

- Les programmes actuels tendent de répondre aux besoins des entreprises avec un glissement vers la formation, à prendre des comportements sociaux utiles à l'entreprise, pour faire de l'enfant une personne adaptée au monde du travail. La relation étant faussée par une commande de plus en plus forte de former pour insérer, passant d'une logique de la connaissance à un mécanisme de la compétence. L'éducation nationale doit privilégier une structuration d'ensemble et non se centrer uniquement sur le travail.
- L'institution tente de plus de transformer les établissements sur le modèle des entreprises dans une volonté de rentabilité. Est-ce que les finalités de l'enseignement doivent être liées à une notion de rentabilité ?
- On peut se demander si l'école relève, aujourd'hui, de la formation nationale ou est-elle encore l'éducation nationale ? (référence au document de l'Onisep remis aux familles lors de l'orientation de leurs enfants)

On remarque que l'orientation est un souci permanent pour les familles

- La question de l'orientation se pose pendant la période de l'adolescence et le système actuel ne tient compte que du paramètre scolaire. Sur les questions de l'adolescence, les enseignants se trouvent insuffisamment aidés, ils sont souvent isolés face à des questions difficiles pour lesquelles ils ne sont pas toujours compétents. Est-ce que l'on n'en demande pas trop aux enseignants ?
- L'école est faite pour les bons élèves car elle est basée sur l'abstraction. Le collège unique pose aussi un certain nombre de problème pour les élèves en difficulté ou la récurrence des échecs cultive leur marginalisation. Un élève a peu de chance de sortir de sa condition alors qu'il évolue dans un vase clos (même milieu, même enseignant, moyen constant, pas d'aide individualisé pour répondre aux difficultés spécifiques).
- L'orientation est liée aux résultats qui eux-mêmes s'appuient sur la notation. On ne peut que regretter que le système éducatif ait fait le choix d'une notation à la négative : on ne relate que ce qui manque, on ne note pas ce qui est réussi. Où encore, les élèves ne sont jamais encouragés par la notation, on ne relève que les manquements. Il serait intéressant de ne pas se contenter d'apprécier que l'état des connaissances en prenant en considération la progression par un indicateur d'effort, ce qui permet une évaluation plus tardive qui entraîne un facteur d'intégration des connaissances. La pression d'évaluation peut être trop forte, à trop évaluer, on n'a plus le temps de progresser.
- Actuellement les contenus relèvent de l'éducation nationale alors qu'avant ils relevaient de l'instruction publique (avant instruction, maintenant éducation)
- Les parents se sont interrogés quant aux orientations, aux filières nobles : aujourd'hui, nous adressons nos enfants au meilleur choix, car il n'y a plus de choix, qu'un seul choix, le choix de la seconde avec options qui mènent au bac S. Ceci ne permettant pas à la classe de seconde d'être un réel palier d'orientation.

Question n° 8

Eléments de réponses après constat

- Les enseignements de bases sont morcelés en compétence et l'enfant alors qu'il connaît beaucoup de choses, n'arrive pas à les articuler et à les réutiliser en interdisciplinarité. Les phases d'apprentissage nécessitent des périodes de difficultés, de doute, des efforts, un mouvement pour aller vers la solution ; les enfants sont conditionnés à l'immédiateté des résultats et ne sont pas préparés à fournir l'effort nécessaire pour grandir et avancer. Par le contenu des programmes, on mouline la difficulté, si la marche est trop petite, on ne fait plus d'effort pour la gravir.
- Dans deux ou trois ans, de nombreux enseignants vont partir en retraite. On pourrait profiter de ce moment pour réorganiser les effectifs dans les établissements : favoriser les petits établissements et des classes réduites pour des suivis différenciés. Ce n'est pas dans les perspectives gouvernementales, la logique budgétaire est au regroupement pédagogique d'établissement, à l'augmentation des effectifs par classe et à favoriser les apprentissages en dehors de l'école. Si les gouvernements avaient l'intention d'apporter un changement, on connaît un certain nombre de solutions qui ont fait leurs preuves, encore faut-il s'en donner les moyens.
- Les disciplines se sont complexifiées car le monde a évolué, ce qui entraîne un empilement de connaissances. Le cerveau ne peut emmagasiner qu'une certaine quantité de savoirs, tout le monde n'appréhende pas les mêmes notions au même moment et dans la même durée.
- On ne peut plus prendre le temps d'aborder les contenus dans la globalité :
par soucis d'efficacité, l'enfant doit immédiatement être élève (on force les apprentissages, on met la pression, le redoublement n'est pas économiquement rentable) et l'enseignant doit travailler sur des compétences sans marche de manœuvre.
- « L'observation de la langue » en primaire, imposée par les nouveaux programmes, travaille sur l'observation et l'analyse des faits de langue, ces bases ne peuvent pas être acquises que par des activités de découvertes au détriment d'activités de mémorisation et d'entraînement. Ce sont les bases pour le collège.
- Problème du choix du groupe de travail des programmes :
Approche de spécialistes trop axés sur leur matière au détriment d'une réelle connaissance de l'enfant et du terrain
Certaines connaissances sont de l'encombrement.

Mise en place des outils pédagogiques

- La grosse menace qu'il se profile est l'apprentissage par rapport au savoir : informer, c'est former, on est uniquement dans le registre des connaissances. Voilà quinze ans que l'ère des nouvelles technologies est en cours, elles ne peuvent apporter qu'une consolidation de connaissances avec pour conséquence un savoir émietté sans interactivité. En renforçant ce type d'outil, on appauvrit le rôle de l'enseignant : C'est quand même l'adulte qui donne du sens dans la relation pédagogique.
- Nous ne souhaitons plus de réformettes imposées de ministre en ministre (parcours croisé ; diversifié ; IDD ...) qui mobilisent du temps, des moyens et disparaissent aussi vite au profit d'un nouveau projet.

DEBAT SUR L'AVENIR DE L'ECOLE
Au collège Alfred MEZIERES

- Nécessité pour motiver les élèves de redonner du sens à l'école : la question de la lecture, difficulté rencontrée par la culture du virtuel. Pour donner envie de lire, il est nécessaire de bien soigner la manière de présenter les romans, les sélectionner, les choisir, convaincre par l'enthousiasme. Mieux vaut lire peu mais de bonnes choses.
- La perte du sens et la réduction des fondamentaux risquent d'enfermer les élèves dans des conduites de consommateurs de connaissance en les privant de ce fait de la réflexion indispensable à leur devenir d'Homme.
- Si l'on veut donner du sens à l'école pour tous les élèves, il faut sortir de la logique de l'empilement des connaissances sans lien entre elles et dissocier outre les « savoir savant », les « savoir-faire » et surtout les « savoir – être » : Trouver l'articulation pour transformer un enfant en élève. Cela suppose des qualités pédagogiques, rien n'est fait actuellement pour permettre aux professeurs de travailler sur la transmission des savoirs, des compétences de matière et non pédagogique. Cela suppose de s'intéresser à l'élève en tant qu'individu et d'intégrer cette différence.
- Les élèves ne vont plus tout seul à la connaissance, il faut les accompagner et leur apprendre à apprendre car à force d'allègement, on diminue la part d'activités structurantes : c'est très dangereux, cela donne l'illusion du savoir
- Nous n'avons pas la possibilité de choisir les langues à étudier, les contraintes budgétaires pèsent sur nos choix. Impossibilité sur Jarny d'étudier l'espagnol. Effectivement parfois dans une région, les options limitées dans un établissement ne permettent pas aux élèves, « un vrai » choix ce qui n'est guère motivant.
- On regrette que lorsqu'il s'agit d'aborder des questions de citoyenneté, cela se fasse à travers de textes rigoureux difficile d'accès alors que cela pourrait se faire de manière pragmatique, tous les jours dans différents cours, renforçant ainsi une cohésion des apprentissages qui redonnerait du sens à l'école.

Question n° 16

Relation des parents d'élèves avec l'institution

- Le rôle des parents se limite à une représentation dans les instances officielles. Les parents sont sollicités juste pour apporter quelques avis, la sollicitude change d'un établissement à un autre.
- Ce rôle change énormément à l'arrivée au collège. Ce n'est plus les mêmes attentes, ni les mêmes investissements. Les parents d'élèves ne sont pas préparés à ce rôle, ce qui met en évidence les limites d'une fédération face à une institution perçue comme une « forteresse ».
- Nécessité d'un médiateur ne faisant pas partie de l'éducation nationale.
- De part et d'autre, les différents acteurs ne sont pas satisfaits des moyens mis à leurs dispositions pour se rencontrer
- En dehors des rencontres parents professeurs, les relations n'existent pas ou peu. Pourquoi ne pas proposer aux parents de passer une journée à l'école avec son enfant ?
- Les parents constatent que le système actuel ne favorise pas la communication et les relations à quelque niveau que se soit. Il apparaît souvent des incompréhensions dues à des différences de

DEBAT SUR L'AVENIR DE L'ECOLE
Au collège Alfred MEZIERES

niveaux et trop peu de moyens institutionnels pour avancer (système fermé qui tourne sur lui même). Les parents d'élèves ont de moins en moins de place, ils ressentent de plus en plus le mal aise du système éducatif : d'où peut-être une démobilisation et un manque d'investissement de certains.

- Les parents d'élèves ressentent aussi beaucoup de manipulations. Ils se sentent « tolérés », des acteurs marginaux de l'école. Ils regrettent les rapports très hiérarchisés auxquels ils sont soumis avec les instances décisionnelles, ainsi que les problèmes de « secret professionnel » et de « droit de réserve » qui tient sous silence des situations difficiles et des entretiens.
- Les parents d'élèves peuvent être efficaces dans des interventions de terrain, localement ils sont prêts à s'investir et à rencontrer les gens. Notre souhait est de renforcer ces liens. Nous souhaitons favoriser et faire valoir la coéducation, l'élaboration d'un programme d'information des familles sur la scolarité, les méthodes pédagogiques et sur l'orientation. Ils demandent la participation à un projet, de réunions d'information, des espaces de dialogues, ce qui implique une action volontaire des établissements et des enseignants. Nous rappelons que nous souhaitons et réclavons depuis des années un statut délégué de parents.

Conclusion

- Les enfants vivent dans un monde complexe ou ils sont submergés de sollicitation, il est de notre rôle d'adulte de les aider à se structurer.
- Hier, l'école pouvait être un moyen de s'en sortir, aujourd'hui, elle n'a plus cette finalité et suscite chez auprès de la jeunesse beaucoup plus d'incertitude et d'inquiétude.
- Proposition de refaire ce type de débat sur l'initiative des établissements hors des demandes du gouvernement.